



Déclaration sur les élections au Burundi

18 mai 2020

Inertie internationale alors que les tensions électorales se durcissent au Burundi

La violence politique s'intensifie fortement au Burundi, à deux jours seulement des élections présidentielles, législatives et locales du 20 mai.

L'Initiative pour les droits humains au Burundi (IDHB) a documenté plusieurs meurtres de membres du principal parti d'opposition, le CNL, commis par des *Imbonerakure*, des membres de la ligue des jeunes du parti au pouvoir, le CNDD-FDD, notamment pendant la période de campagne électorale qui s'est terminée hier. Les déclarations du porte-parole de la police, Pierre Nkurikiye, accusant le CNL de 95% des incidents de violence, non seulement manquent de crédibilité, mais révèlent un manque flagrant de neutralité de la part de la police nationale.

« *L'inertie des acteurs internationaux est choquante* », a déploré Lane Hartill de l'IDHB. « *Combien d'autres personnes doivent être battues à mort ou enfermées arbitrairement avant que les gouvernements ne se réveillent et prennent des mesures ? Il sera beaucoup plus difficile de freiner la violence après les élections.* »

Les arrestations de membres du CNL ont explosé au cours de la campagne électorale, avec plus de 260 arrestations signalées par des organisations de défense des droits humains et par des médias burundais, et plus de 200 signalées par le CNL (jusqu'au 8 mai). Le nombre réel pourrait être plus élevé car tous les cas ne sont pas signalés. Nombre de ces arrestations sont arbitraires et semblent conçues pour contrecarrer le CNL lors des élections. En revanche, très peu d'*Imbonerakure* responsables de la plupart des violences politiques ont été arrêtés ou traduits en justice.

L'émergence d'irrégularités électorales a accentué la méfiance de nombreux Burundais à l'égard de la commission électorale nationale et il n'y aura pas d'observateurs électoraux internationaux. Bien que les élections se déroulent dans le contexte de la pandémie de Covid-19, le gouvernement burundais a pris très peu de mesures énergiques pour empêcher la propagation du virus. D'énormes foules se sont réunies pour écouter les dirigeants du CNDD-FDD et du CNL lors de rassemblements électoraux, sans distanciation sociale.



Les tensions s'accroissent dans les rangs du CNL tout comme du CNDD-FDD, et des membres des deux partis se sont affrontés, faisant des blessés des deux côtés. La brutalité particulière de certains *Imbonerakure*, et la volonté des dirigeants du CNDD-FDD de leur permettre de continuer à attaquer leurs opposants, suscitent la peur dans le cœur de nombreux Burundais.

« Si rien n'est fait pour désamorcer la tension, une nouvelle escalade de violence est inévitable », a déclaré Lane Hartill. « Le gouvernement burundais a ignoré sans vergogne les attaques flagrantes contre des opposants politiques, avant et pendant la campagne électorale. Il est grand temps que les acteurs internationaux prennent position publiquement et fermement. »

Les déclarations publiques devraient aller au-delà des expressions tièdes de préoccupation ou d'un langage convenu concernant des élections libres et équitables. Elles devraient condamner sans équivoque la violence politique et exhorter les dirigeants des partis à réclamer des comptes à leurs membres. L'IDHB a également appelé les gouvernements et les organisations régionales à engager des discussions franches avec les deux principaux candidats à la présidentielle.

Pour plus d'information, veuillez écrire à l'adresse suivante : contact@burundihri.org ou +1 267 896 3399 (WhatsApp). Des informations supplémentaires sont disponibles sur le site www.burundihri.org ou suivez-nous sur Twitter : www.twitter.com/@BHRI_IDHB.